Gaspé 1760 -1830 : l'action du capital marchand chez les pêcheurs

Roch Samson

Volume 5, numéro 1, 1981

Les sociétés de pêcheurs

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/000989ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/000989ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)

1703-7921 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Samson, R. (1981). Gaspé 1760 -1830 : l'action du capital marchand chez les pêcheurs. *Anthropologie et Sociétés*, 5(1), 57-85.
<https://doi.org/10.7202/000989ar>

GASPÉ 1760-1830

L'action du capital marchand chez les pêcheurs*

Roch Samson
Université Laval

La Gaspésie du XIXe siècle fut un territoire propice à l'investissement des capitaux des marchands des Îles Jersey et Guernesey. Avant l'occupation anglaise, l'exploitation française des pêcheries gaspésiennes avait révélé les ressources maritimes abondantes de ce secteur du Golfe Saint-Laurent dont les conditions climatiques estivales avaient favorisé la création d'un produit tout à fait concurrentiel sur les marchés méditerranéens, la morue séchée de Gaspé, connue sous le nom de « Gaspé cure ». La conquête ouvrait donc la porte du Golfe aux intérêts britanniques et favorisait l'extension des activités des marchands et armateurs déjà impliqués dans le vaste circuit du commerce atlantique. Cette expansion territoriale, suite d'une conquête militaire, n'entraînait pas automatiquement pour le capital marchand l'extension de son marché. Pour que cette nouvelle zone puisse constituer un nouveau relai dans la circulation de ce capital, il fallait mettre sur pied une structure d'exploitation des ressources qui réponde aux besoins du marché.

Les lois qui ont régi les pêcheries gaspésiennes au XVIIIe siècle et au début du XIXe siècle, de même que le mouvement des entrepreneurs à cette période, montrent de toute évidence que la Gaspésie était un territoire ouvert à la libre initiative des marchands. La forte mobilité, le faible enracinement des familles dans la région sont révélateurs de cette ouverture à l'entreprise qui favorisait la circulation des hommes et des capitaux.

Dans cet article, je proposerai une façon de rendre intelligible un processus de mise en place de l'exploitation des pêcheries gaspésiennes en me fondant sur les données historiques disponibles pour la Baie de Gaspé et ses

* Cet article s'inscrit dans le cadre du projet Grande-Grave (Parc national Forillon) de Parcs Canada, région du Québec.

environs de 1760 à 1830¹. Mon hypothèse est la suivante : le mode d'exploitation des pêcheries, avec tout ce qu'il comporte au niveau de la production, de la force de travail et de l'occupation du territoire est conditionné par le mouvement du capital marchand tant à l'échelle régionale qu'à l'échelle atlantique. Je considère la Gaspésie comme un relai du capital marchand britannique en général et jersiais en particulier. Ce qui commande l'activité des entrepreneurs en Gaspésie est moins le développement régional basé sur l'exploitation de toutes les ressources que les exigences de circulation de leur capital en fonction de la production d'un seul produit. D'un point de vue théorique, la morue séchée n'est donc pas vue comme un produit générateur de développement (théorie du « staple »)², mais plutôt comme un produit dont la mise en marché contribue à augmenter la masse de marchandises mises en circulation par le capital marchand. Les marchands étant eux-mêmes les initiateurs de la production, la simple mise en marche de cette production en Gaspésie par l'importation de main-d'œuvre, de moyens de production et de vivres, a créé un réseau de circulation se suffisant à lui-même. Une problématique de circulation du capital marchand semble mieux rendre compte de la réalité gaspésienne qu'une problématique de développement ou de sous-développement comme le suppose la perspective du « staple ». Il est évident que pendant et à la suite de l'exploitation jersiaise du XIXe siècle, la Gaspésie est restée sous-développée, mais les causes ne sont pas simplement dues au changement d'intérêt des entrepreneurs capitalistes, mais plutôt aux conditions historiques de développement du capital marchand sur les côtes de l'Atlantique. Qu'on veuille appeler développement ou sous-développement les résultats positifs ou négatifs de l'investissement massif de capitaux dans un secteur de produc-

¹ Les documents historiques utilisés, dont on trouvera les références en bibliographie, se présentent sous forme de recensements de population et d'enregistrements divers dont voici la liste : 1765: Recensement des paroisses de Gaspé et de Bonaventure; 1777: Recensement de la Gaspésie par le Lieutenant-gouverneur Nicolas Cox; 1784: Recensements de Percé et l'Île Bonaventure par le Lieutenant-gouverneur Nicolas Cox; 1825: Recensement du comté de Gaspé; 1760-1819: Liste de concessions et de réclamations de terres pour la Gaspésie, « Gaspé land claims »; 1787-1850: Enregistrement des navires au port de Québec (dont les bateaux et capitaines de Gaspé), « Shipping Registers »; 1788: Clientèle de la compagnie Robin à Percé; 1798: Clientèle de la compagnie Janvrin à Percé et dans la Baie de Gaspé; 1807-1819: Individus impliqués dans des procès de la cour provinciale de Douglstown; 1820-1823: Réclamations de terres dans le district inférieur de Gaspé. Je suis redevable à Thérèse Savoie pour la compilation de la majeure partie des données historiques disponibles pour la période étudiée. Pour une discussion détaillée de ces sources documentaires, un manuscrit de l'auteur est disponible à la section d'histoire et d'archéologie de Parcs Canada dans les dossiers du projet Grande-Grave.

² La théorie du « staple » est une théorie essentiellement canadienne construite à partir des travaux de Harold A. Innis, le grand historien des pêcheries et de la traite des fourrures. C'est une théorie « commercialiste » adaptée à une économie vouée à l'exportation, elle consiste à voir le développement de la production d'une colonie en fonction de certains besoins spécifiques de la métropole, les matières premières de la colonie servant à en alimenter les manufactures. C'est ainsi que dans la colonie, on passera de la morue et de la fourrure au bois et au minerai, l'exploitation systématique de chacun des produits (« staples ») correspondant à chacune des étapes du développement économique en terre canadienne. Voir à ce sujet W.T. Easterbrook et M.H. Watkins, *Approaches to canadian economic history*, McClelland and Stewart Ltd, Toronto 1967.

**ZONE D'IMPLANTATION
DES PÊCHEURS ET
DES ENTREPRENEURS**

tion, à un moment donné, je veux bien, mais ces traces qu'on veut voir aujourd'hui font trop souvent oublier les systèmes qui les ont produites.

▣ Capital marchand et production

La manière dont les marchands ont exploité les pêcheries gaspésiennes traduit une réalité double : d'une part, à l'échelle locale, la Gaspésie voit naître des entreprises qui tentent de rendre profitable l'exploitation des ressources en y injectant capitaux et force de travail; d'autre part, à l'échelle régionale atlantique, les marchands britanniques déjà impliqués dans le commerce et les pêcheries voient s'ouvrir à eux un nouveau secteur d'exploitation de ressources qui va grossir la masse des marchandises qu'ils mettent en circulation et l'accès à ces ressources supplémentaires mènera au remplacement des Français sur les marchés méditerranéens de la morue séchée. Ces deux aspects d'une même réalité renvoient donc d'une part, aux conditions de mise en place de l'exploitation des pêcheries, et d'autre part, aux conditions d'insertion de ce secteur dans le réseau atlantique. Le sort de la Gaspésie est soumis à la fois à une dynamique interne résultant de l'action des entrepreneurs, et à une dynamique externe résultant du vaste réseau commercial atlantique. La dynamique interne repose sur des rapports sociaux de production mettant en jeu entrepreneurs et pêcheurs, tandis que la dynamique externe repose sur des rapports de circulation mettant en jeu capital marchand et capital financier.

Voilà formulé en termes d'une problématique ce que Harold Innis écrivait en 1940 à propos de cette période qu'il qualifiait de commercialiste :

Les grandes fluctuations du niveau des revenus des prises et du prix du poisson, et les contraintes de l'appareil gouvernemental, conjuguées à l'absence d'un marché basé sur la spéculation ont entraîné cet usage extensif du crédit qui se manifestait par le système de troc. De même, la dépendance à l'égard d'un commerce international instable dans le secteur des exportations venait ajouter aux tracasseries internes du système du troc. L'organisation commerciale se présentait sous la forme d'un système d'assurances rudimentaire qui compensait les baisses dans un secteur par les profits dans un autre, les pertes d'une saison par les gains d'une autre, et les pertes subies par des pêcheurs par des gains réalisés par d'autres. On a dit de ce système d'assurances qu'il fut trop chèrement payé. De nombreux maux lui furent attribués et des profits considérables furent réalisés, mais périodiquement plusieurs entreprises commerciales disparaissaient et les pertes étaient désastreuses.

Innis 1978: 494 (notre traduction)

À travers ce qui semble une description empirique du système, Innis fait peser le poids des facteurs externes sur les facteurs internes, suggérant que

la solution interne (crédit, système de troc)³ ne pouvait être autre, étant donné les contraintes des facteurs externes. Cependant, cela dit, il fait peser du même poids le déséquilibre du commerce international et les tracasseries (« burden ») du système de troc et de crédit. Pour Innis tout le processus d'exploitation des pêcheries est inclus dans la sphère commerciale, car c'est ici le même capital qui met en marche la production par le système de crédit, et qui en même temps fait circuler les marchandises de part et d'autre de l'Atlantique; nous sommes en pleine « création » capitaliste.

À cause de son intervention directe au niveau de la production, le capital marchand à l'œuvre en Gaspésie ne correspond pas à la définition stricte qu'en donne Marx, c'est-à-dire un capital propre au champ de la circulation, un capital qui achète pour les vendre des marchandises produites par le capital industriel (Marx 1976: L. III, 4e s.). Il ne s'agit pas non plus d'un capital tirant son profit de la différence de prix des produits créés dans le cadre de deux modes de production différents. La Gaspésie n'avait pas été peuplée par les Français, et sauf pour les Acadiens récemment arrivés dans la Baie des Chaleurs, et les Micmacs de la région de Restigouche, le territoire est pratiquement vide quand les premiers entrepreneurs de pêche arrivent en Gaspésie⁴. On n'y retrouvait donc pas trace de production communautaire ou de petite production marchande, à laquelle le capital marchand pouvait s'articuler pour en écouler le surplus et pour y infléchir la production à des fins d'exportation. Quand après 1760 la production de morue séchée s'amorce en Gaspésie, nous sommes donc de plein pied dans les ficelles des capitalistes marchands pour qui la Gaspésie correspond à un territoire ouvert à leur libre entreprise.

Il s'agit bien au départ d'un territoire ouvert et non réservé à un groupe de marchands en particulier. Bien qu'à moyen terme, le monopole des marchands jersiais s'imposa, aucun document ne semble attester qu'ils aient bénéficié d'un privilège officiel⁵. Innis semble l'affirmer mais il mentionne

³ Le système de troc auquel réfère Innis est en réalité un système de crédit. D'une façon annuelle, mais avec une plus grande intensité au printemps avant la saison de pêche, les pêcheurs recevaient des marchands des avances, notamment en vivres et en moyens de production, remboursées par le produit de la pêche. Comme la valeur des avances excédait presque toujours la valeur du produit, il en résultait un endettement permanent et généralement chez les pêcheurs.

⁴ À l'époque de la Nouvelle-France, les Français exploitèrent les ressources gaspésiennes sans avoir pu coloniser le territoire de façon permanente; l'essentiel des pêcheries françaises de la morue en Gaspésie reposait sur des établissements de pêche temporaires qu'on montait et démontait à chaque saison. Les Acadiens qu'on retrouve dans la Baie des Chaleurs en 1760 sont ceux qui ont pu fuir la déportation ordonnée par les autorités anglaises en 1755 en Acadie.

⁵ Certaines mesures du gouvernement britannique ont facilité cependant l'entreprise des Jersiais. Les capitaines et armateurs jersiais groupés au sein de la chambre de commerce de Jersey à partir de 1768, ont obtenu l'amendement d'un acte de 1767 du parlement britannique obligeant les navires de Jersey en partance pour Terre-Neuve et la Nouvelle-Angleterre de partir d'un port britannique. Charles Robin, représentant alors Robin Pipon & Co. en 1768, s'était fait saisir deux navires dans la Baie des Chaleurs parce qu'ils n'étaient pas partis d'un port britannique. Il fut dédommagé par le Trésor britannique en 1771 (Saunders 1930: 33-34).

aussi au moins quatre facteurs qui les favorisèrent : 1) leur bilinguisme plus adapté aux Acadiens récemment effarouchés par leur déportation (1755); 2) leur connaissance des marchés méditerranéens; 3) leur large implication dans les pêcheries de Terre-Neuve et le commerce atlantique; 4) leur connaissance des pêcheries françaises en Gaspésie et dans le Golfe Saint-Laurent (Innis 1978: 187-188). Si les Jersiais ont occupé très tôt une position de monopole, c'est parce qu'ils disposaient de moyens puissants pour faire face avantageusement à la concurrence des autres marchands et armateurs britanniques et américains. La circulation d'un bon nombre d'entrepreneurs en Gaspésie dès après la conquête est plutôt l'image d'une liberté de commerce dans un contexte ouvert à l'initiative marchande. À la place d'un monopole qui aurait été décidé à Londres par l'octroi de privilèges commerciaux, on assistera plutôt à une lutte pour le monopole sur le terrain.

En résumé, l'exploitation des pêcheries gaspésiennes de la fin du XVIII^e siècle et du XIX^e siècle, et le développement « régional » qui l'accompagne, peuvent être considérés comme une émanation du capital marchand obéissant à sa logique et à ses contraintes.

À partir de cette hypothèse, je tenterai de mettre en lumière les conditions historiques de l'implantation du système marchand en Gaspésie après 1760. Après avoir brièvement décrit le territoire qui a fondé mes observations, je discuterai des conditions et du processus d'occupation du territoire et des bases économiques et démographiques qui accompagnent cette occupation. Je tenterai enfin de relier le phénomène de mobilité des occupants au processus d'implantation des entreprises commerciales.

▣ La zone d'implantation

Le territoire couvert par mes observations est compris entre Rivière-au-Renard et Percé en incluant toute la Baie de Gaspé (voir carte). Les limites de cette zone me sont dictées par les modalités de l'émigration interne des pêcheurs et des entrepreneurs. La zone de la Baie des Chaleurs (de Cap-d'Espoir à Restigouche) a été exclue, à cause des limites que je devais m'imposer, à cause du peuplement préalable⁶ (avant 1760) de cette zone par des Acadiens et plus tard par les Loyalistes (1784) qui furent surtout des agriculteurs. Le mouvement des familles établies pour la première fois dans notre zone montre peu de cas de migration vers la Baie des Chaleurs. Quelques familles seulement se sont établies à l'Anse-à-Beaufils, l'Anse-du-Cap et Cap-d'Espoir, localités voisines de Percé. La présence des Acadiens surtout entre Matapédia et Paspébiac offrait moins de possibilités de migrations vers ce territoire. Des cultivateurs loyalistes s'y sont quand même taillé

⁶ Deux recensements de la population acadienne ont été faits en 1760 et 1761 dans la Baie des Chaleurs, on y dénombrait alors 1003 habitants à Restigouche (1760) et 202 chefs de famille (1761) dans la Baie des Chaleurs. Voir R.S. Brun, *Revue d'histoire de la Gaspésie*, VIII, 1: 31-35.

une belle place à partir de 1784 préférant ce territoire à celui de la Baie de Gaspé, moins propice à la pratique de l'agriculture⁷.

Le mouvement contraire cependant reste vrai puisqu'on voit s'établir surtout à Percé des familles de souche acadienne. Percé restera relié à la Baie des Chaleurs à cause de la présence d'un poste de la compagnie Robin qui y attirera des familles acadiennes. Charles Robin au début de l'implantation de son entreprise (1767) recrutait ses pêcheurs dans les environs de Paspébiac où il les employait en début de saison, et les envoyait ensuite à Percé à la faveur des mouvements migratoires de la morue⁸. C'est ainsi que Percé devint un des principaux postes de la compagnie Robin avec Grande-Rivière, Paspébiac et plus tard Caraquet.

L'occupation du territoire dans la zone d'implantation retenue s'est faite graduellement à 5 endroits : la côte nord de Forillon (de Rivière-au-Renard à Cap-des-Rosiers), la rive nord de la Baie de Gaspé (Penouille à Cap Gaspé), le village et le bassin de Gaspé (y compris l'Anse-aux-Cousins), la rive sud de la Baie de Gaspé (de Haldimand à Pointe Saint-Pierre), la Malbaie, Percé et l'Île Bonaventure. La zone de peuplement la plus ancienne est la Baie de Gaspé, puis Malbaie, Percé et l'Île Bonaventure et, plus tard, Rivière-au-Renard. Le recensement de 1765 ne mentionne que deux paroisses, la Baie des Chaleurs et Gaspé. Celui de 1777 comprend 4 divisions : « Gaspé within the Capes », Malbay, Percé, Île Bonaventure, et les autres localités de la Baie des Chaleurs. « Gaspé within the Capes » semble désigner toute la Baie de Gaspé et plus particulièrement la rive nord à laquelle l'appellation « within the capes » semble s'adapter. Dans ses remarques accompagnant ce recensement, Nicolas Cox ne voit d'établissements de pêche que sur la rive nord de la Baie⁹. C'était là d'ailleurs que se trouvaient les meilleurs graves, vastes plages de galets capables d'accueillir plusieurs bateaux de pêche et pouvant supporter des bâtiments et les équipements nécessaires à la transformation et au séchage de la morue. De plus, ces vastes emplacements, localisés à Petit-Gaspé, Grande-Grave, l'Anse Saint-Georges et l'Anse-au-Sauvage, se trouvaient à proximité des zones de pêche, ce qui était le cas également de Pointe-Saint-Pierre et de Percé, là où la pêche se pratiquait à l'intérieur d'une limite de trois milles des côtes.

⁷ Plus de 400 Loyalistes se sont établis dans la Baie des Chaleurs aux environs de Paspébiac, et 54 familles à Douglstown sur la rive sud de la Baie de Gaspé. La plupart de ceux qui s'établirent à Douglstown y avaient été remplacés en 1811 par des immigrants irlandais (D. Lee: 157, 161).

⁸ « Bonaventure, The fishery here as at Paspebiac begins the 25th of may and lasts for about five or six weeks; after which time the boats are sent off Percée and Gaspée, where most of the fish are caught, and where they may fish till the ice makes... », N. Cox, APC, MG21, 862, 1774-86, p. 9, Mic. A. 773.

⁹ Idem sur « Gaspée ».

L'occupation du territoire

Les premiers établissements de pêche se sont érigés sur des sites favorables déjà exploités par les Français dès le XVII^e siècle. Les marchands ont été les premiers à vouloir se réserver l'usage des graves quoique leur libre disposition débordait le cadre de leur simple propriété. En fait, la propriété privée n'était pas souhaitable ni souhaitée dans le cadre d'une exploitation exclusivement maritime. De simples réglementations sur l'usage des graves suffisaient, et le contrôle sur les graves ne pouvait être obtenu que par la capacité constante des marchands à mettre en marche la production et à écouler leur produit. La capacité de contrôle renvoyait donc aux contraintes économiques de la mise en marche de l'exploitation des pêcheries.

Les premières tentatives des marchands de Québec pour établir des pêcheries en Gaspésie sont révélatrices des exigences de la mise en marché du procès de production. À titre illustratif je relaterai l'expérience d'Alexander McKenzie. Cet important marchand de Québec semble avoir été à l'origine de la promotion des pêcheries de la province de Québec et de la Gaspésie en particulier au tout début du régime anglais. Dans une demande de concession qu'il adresse au gouverneur Murray, en mars 1765, suite à une proclamation annonçant l'octroi de concessions dans la Baie de Gaspé et la Baie des Chaleurs¹⁰, McKenzie dit être le premier marchand britannique à avoir établi des pêcheries de phoque et de morue dans la province, et, en particulier, des pêcheries de morue à Gaspé et Bonaventure depuis trois ans. Au début de sa lettre, McKenzie rappelle au gouverneur ses mémoires précédents faisant état des difficultés qu'il a encourues depuis qu'il a entrepris le commerce du poisson en Gaspésie et réclame son soutien par des réglementations visant à encourager et à protéger les « *adventurers* » de la pêche par l'attribution de concessions territoriales.

La requête de McKenzie laisse transparaître la volonté claire des marchands de développer l'industrie de la pêche dans la nouvelle colonie et d'en obtenir le contrôle :

Nous avons été fort déçus dans cette province de ne pas fournir une part adéquate ou même suffisante du produit capable de rapporter des revenus à notre mère-patrie. Ainsi, pour obvier à cette grande difficulté il est nécessaire d'apporter une attention particulière à la mise sur pied des pêcheries, ce qui ne peut être réalisé qu'avec le support et l'encouragement de Votre Excellence; s'il était engagé d'une manière rigoureuse, ce secteur seul pourrait nous fournir des revenus équivalents à la moitié de nos importations annuelles...¹¹

¹⁰ *Gazette de Québec*, 28 février 1765.

¹¹ APC, RG1, L3L, vol. 133, p. 65500.

Selon McKenzie, il faut développer le secteur de la pêche afin d'en faire profiter la métropole, et grâce à cette participation coloniale à la production, la colonie disposera de revenus aptes à combler la moitié de la valeur de ses importations annuelles. Autrement dit, exploiter les pêcheries dans la colonie contribue à faire circuler davantage de marchandises de la métropole par le fait des importations coloniales nécessaires à la mise en marche de la nouvelle production et permet de réduire le déficit de la balance commerciale de la colonie. Le cas de McKenzie est là pour rappeler que le développement d'un secteur de production comme les pêcheries résulte bien sûr en bonne part des initiatives personnelles des marchands, mais que ces initiatives s'inscrivent dans le cadre du développement du capitalisme marchand anglais, et c'est ce cadre qui délimite les voies possibles de développement. Autre intérêt de la lettre de McKenzie : il fait mention plus loin des facteurs essentiels à une exploitation extensive des pêcheries dans les conditions particulières de la Gaspésie. Ces facteurs sont les suivants : nécessité pour les « *adventurers* » de se faire concéder par le pouvoir politique les meilleurs sites d'exploitation (« *the most convenient spots* »); nécessité pour ces mêmes entrepreneurs de faire venir des pêcheurs de Grande-Bretagne et d'Irlande afin de répondre de façon qualifiée aux besoins du marché, et intégrer profitablement les « *poor Canadians* » en leur enseignant la façon de faire par un travail avec de bons pêcheurs.

McKenzie semblait bien saisir à ce moment-là les exigences de la mise en marche d'un procès de production basé sur l'attribution de sites favorables et sur l'installation d'une main-d'œuvre spécialisée pour répondre aux besoins spécifiques du marché. Cependant, un élément important n'apparaît pas dans sa lettre, c'est la nécessité de disposer également d'une infrastructure de circulation — les moyens de transport — pour assurer la stabilité et la continuité du procès de production. Il ne faut pas oublier que l'exploitation des pêcheries est une vaste entreprise d'import-export, et que, de plus, le procès de production nécessite la circulation de marchandises (dont les moyens de production) et d'une force de travail, et qu'une fois le produit obtenu il puisse se rendre sur les marchés. Ces exigences de rentabilisation d'un produit uniquement créé pour l'exportation supposaient une infrastructure de transport importante et bien organisée. C'est cela sans doute au début qui fit défaut aux marchands de Québec et qui à long terme favorisa les marchands jersiais.

Le cas de McKenzie fait voir dès la mise en place de l'administration coloniale anglaise que le secteur des pêcheries était appréhendé d'une façon globale, et qu'il représentait un secteur de production rentable s'il répondait à des besoins spécifiques du marché. Cette perspective impliquait que le peuplement de la Gaspésie allait au départ être orienté en fonction d'un secteur de production bien défini, la production de la morue séchée. L'incitation au peuplement telle qu'elle est formulée dans une proclamation de 1765 ne laisse aucun doute :

les avantages que le Bas du Païs présente aux Entrepreneurs de la Pesche de la Baleine et de la Morue devraient les inciter à s'établir à la Baie de Gaspé ou celle des Chaleurs, et dans les endroits circonvoisins¹².

Le peuplement de la Gaspésie fut au départ spécialisé. La nécessité d'importer des spécialistes de la morue séchée donna très tôt une coloration ethnique particulière à la Baie de Gaspé. Les non-pêcheurs et les agriculteurs durent s'orienter ailleurs. Ce qu'on appelait alors le « district inférieur de Gaspé » n'aura pas été différent des autres par le seul fait de son éloignement ou de son isolement, ou par le fait de l'infériorité des compétences du pouvoir judiciaire local, mais surtout par le caractère spécialisé de cette zone de production laissée entièrement à l'initiative des marchands.

La mise en marche et la rentabilité de l'exploitation des pêches gaspésiennes devaient obéir à au moins quatre exigences : 1) l'accès aux zones de pêche (y compris aux zones de transformation); 2) la création d'un produit; 3) la présence d'une main-d'œuvre qualifiée; 4) une structure de mise en marché. À ces exigences, un véritable entrepreneur de pêche aurait sans doute ajouté « l'expérience ». En 1760, les pêcheries de Terre-Neuve étaient déjà vieilles de 300 ans et les Français, Britanniques, Portugais et Espagnols y avaient implanté une forte tradition de pêche à la morue. Même si à partir de 1760, des officiers de l'armée britannique et des marchands de Québec comme Alexander McKenzie obtinrent les premiers des lots en Gaspésie pour exploiter les pêcheries, ils durent créer d'un bout à l'autre leur exploitation : main-d'œuvre, bateaux et implantation sur le marché. En réalité, dans le contexte d'après conquête, un simple capitaine bostonnais ou jersiais avec un équipage de matelots-pêcheurs avait plus de chances de rentabiliser son voyage de pêche qu'un marchand de Québec ses investissements en Gaspésie. Quand un État a la volonté politique d'exploiter les pêcheries d'une région, il est tout à fait justifié d'octroyer des concessions territoriales à des marchands « aventuriers » prêts à investir et à risquer, mais il va de soi que les entrepreneurs déjà impliqués dans les pêcheries atlantiques étaient les mieux équipés pour mettre à profit les ressources. Pour les premiers, l'exploitation des pêcheries représentait véritablement une « aventure » alors que pour les seconds, elle représentait un simple élargissement de leur zone d'activités.

Dans le cas de la Gaspésie, l'État ne semble pas avoir ajusté sa politique de concessions vers l'exploitation maritime. Les exigences de défrichement et d'exploitation étaient plutôt liées à l'agriculture, au pâturage ou à l'exploitation minière. L'acte de 1788 autorisait tout capitaine de vaisseau en partance d'un port britannique à établir une pêcherie là où le territoire n'était pas concédé. La région était donc laissée à l'initiative des entrepreneurs. Il n'est pas surprenant qu'un grand nombre d'attributions de titres

¹² Voir note 7.

de propriétés soient survenues à la suite du « squattering » plutôt que suivant une procédure de demande de concession. Pour les capitaines pêcheurs l'impossibilité d'avoir accès à un terrain déjà concédé représentait la seule contrainte. Mais comme ils furent parmi les premiers à exploiter les ressources de la Gaspésie, il leur fut aisé de présenter une demande de concession. C'était d'ailleurs dans leur intérêt car sans le faire, les possibilités de libre accès aux graves auraient diminué dans la mesure des octrois de concessions. L'obtention des concessions rendait donc caduque à moyen terme le libre accès aux graves pour les commandants de vaisseaux. La compétition entre les capitaines devait tôt ou tard les mener à bâtir des installations permanentes et à faire habiter les lieux l'hiver.

Il est clair que l'acte de 1788 venait sanctionner une pratique déjà existante comme l'atteste son préambule :

Les pêches étant trouvées avantageuses au commerce de la mère-patrie et plusieurs gros vaisseaux ayant annuellement été équipés en icelle pour faire la pêche de la morue dans la Baie de Gaspé, à l'Île Bonaventure à Percé et dans la Baie des Chaleurs en cette Province; afin d'encourager cette branche considérable de commerce...

D'après cet acte, le libre accès aux graves semblait traduire automatiquement un droit de propriété pour les commandants de vaisseaux. On y dit en effet plus loin que les

différends ou disputes entre les maîtres des vaisseaux pêcheurs, bateaux, chaloupes ou autres bâtiments, quant au droit à la propriété des endroits de pêche, chafauds, clayes ou autres commodités ou bâtisses... seront entendus, jugés et déterminés par un des deux juges de paix de sa Majesté dans le district...¹³

La libre circulation des bâtiments équipés de la Grande-Bretagne ou des domaines leur appartenant fut donc sanctionnée. La nouvelle loi de 1807 allait dans le même sens sauf qu'on y spécifiait que la libre jouissance d'une grave de la part d'un maître de vaisseau pouvait durer

aussi longtemps qu'il ne la laissera point durant un espace de douze mois de calendrier sans être occupée.¹⁴

Cet amendement était révélateur de la compétition qui devait exister pour la propriété des graves et favorisait les grandes entreprises jouissant à la fois de leurs concessions et des graves libres¹⁵.

¹³ *Statuts du Québec*, 28 Geo III, ch. 6 (1788).

¹⁴ *Statuts du Québec*, 47 Geo III, ch. 12 (1807).

¹⁵ En 1777, N. Cox faisait la recommandation suivante au gouverneur : « No part of this coast should be granted to any person, but the woods kept entirely for the use of the fishery ». Et plus loin : « A few simple rules with regard to carrying on the fishery and marking out the beach to settlers and chance comers so that it may never be a private property longer than its' made use of for the purpose of fishing, is all that is necessary to make the fishery flourish and the people happy » (N. Cox, *op. cit.*). David Lee mentionne le lobby de Charles Robin à Québec en 1787 au moment où l'acte régissant les pêches était en préparation (D. Lee : 127).

En principe, la loi favorisait le libre accès au territoire mais, en pratique, elle incitait fortement les entrepreneurs à s'établir s'ils désiraient maintenir une continuité à leur entreprise. D'une simple occupation hivernale pour la protection des droits sur les graves, on passera très vite au peuplement qui permettra l'implantation d'un système marchand dont le déploiement couvrira tout le XIXe siècle gaspésien.

☐ Contexte démographique et économique du contrôle marchand

Dans le contexte particulier de la Gaspésie, le peuplement du territoire était soumis aux impératifs économiques propres au mode d'exploitation des marchands. À mon avis, c'est en étudiant le lien entre le peuplement et le contrôle marchand que l'on peut particulariser le type de développement qu'a connu ce territoire aux XVIIIe et XIXe siècles. D'un point de vue théorique, le cas de la Gaspésie peut servir à cerner les éléments nécessaires au capitalisme marchand pour assurer sa viabilité lorsqu'il est initiateur de production. La période coloniale en Amérique offre la possibilité de suivre la mise en place des modes d'exploitation à l'intérieur de vastes régions. Les rapports des Européens aux nouveaux territoires se faisaient d'abord par le biais d'intérêts commerciaux toujours en quête de contrôle sur l'exploitation des ressources. Cette volonté de contrôle a pris très vite l'aspect d'un monopole par les marchands jersiais. Ces derniers prirent graduellement le contrôle des meilleurs sites. À la fin du XVIIIe siècle déjà, la compagnie Robin contrôlait les meilleures graves de la Baie des Chaleurs, la compagnie Janvrin contrôlait celles de la Baie de Gaspé. Le contrôle de ces compagnies reposait sur deux axes : la concentration foncière et l'approvisionnement de la région en moyens de produire et en moyens de subsistance. Pour comprendre comment les compagnies ont pu soumettre les producteurs, il importe de voir comment la concentration foncière s'est faite en Gaspésie.

Les historiens britanniques de l'époque coloniale anglaise en Amérique ont constaté que la limitation de la propriété foncière constituait le moyen privilégié des bourgeois pour reproduire dans les colonies les rapports de production de la mère-patrie, et plus particulièrement lorsqu'il s'agissait d'exploiter systématiquement des ressources avec une force de travail qu'on devait importer, c'est-à-dire les colons. Le but visé était simple : en limitant la propriété à une minorité, les autres colons seraient obligés de travailler à salaire pour les possédants. Une trop grande libéralité dans l'attribution des terres aurait causé des sérieux problèmes de main-d'œuvre pour les propriétaires exploitants (Dobb 1976: 236-237).

Les propos d'Alexander McKenzie en 1765 dans sa requête au gouverneur de la colonie illustrent cette préoccupation des entrepreneurs. Quand il demandait de réserver aux « *adventurers the most convenient spots* » et qu'il parlait d'y faire travailler les « *poor Canadians* », ses intentions de

limitation de la propriété étaient claires. Les motifs des premiers entrepreneurs gaspésiens étaient les mêmes que les grands propriétaires fonciers américains et canadiens, mais la situation différait en Gaspésie. Premièrement, l'étude du problème de la concentration foncière dans les colonies réfère le plus souvent à un contexte agricole. Un petit propriétaire agricole pouvait sans doute survivre un bon moment avec sa terre concédée, y trouvant des moyens suffisants pour assurer sa subsistance et un terrain d'échange favorable avec ses pairs. Il n'en était pas de même pour un simple pêcheur dont le capital était limité à ses moyens de produire, contraint qu'il était de s'attaquer à une ressource toujours fluctuante, et devant compléter sa subsistance par un approvisionnement extérieur. Deuxièmement, la Gaspésie constituait une zone de production spécialisée destinée à l'exportation de la morue séchée. On devait tout de suite faire face à des problèmes de qualification de main-d'œuvre et de structure de mise en marché. Les risques inhérents à la pêche étaient aussi très élevés. Les entrepreneurs n'étaient jamais à l'abri d'une mauvaise saison de pêche, ce qui arrivait périodiquement en Gaspésie. Les naufrages, nombreux à l'époque, représentaient également un risque sérieux. Dans le contexte d'un marché international, la concurrence frappait durement à certains moments. À cause de tous ces facteurs, la limitation de la propriété foncière n'avait pas tout à fait la même signification que dans un contexte agricole et elle ne s'exerçait pas non plus de la même manière. Un grand propriétaire foncier gaspésien n'accroissait pas la valeur de sa propriété par simple expansion et par le travail qui y était emmagasiné. Son pouvoir n'était pas appuyé uniquement sur sa capacité de produire et de faire produire mais aussi sur son contrôle des approvisionnements et de la mise en marché.

Les premiers entrepreneurs comme McKenzie n'ont pas réussi à s'implanter en Gaspésie. La liste qu'en a faite Charles Robin révèle une quantité d'échecs d'entrepreneurs au XVIII^e siècle (Tableau 1). Bien qu'ils semblaient pourvus en capitaux, ils ont dû faire face à des problèmes importants de main-d'œuvre. Pour les Jersiais, c'était différent puisque main-d'œuvre, capitaux et approvisionnements empruntaient la même voie.

En effet à l'époque de l'implantation des compagnies jersiaises et guernesaises, les réserves de capitaux et de main-d'œuvre provenaient de Jersey. Les facteurs qui permirent à ces marchands de disposer d'une force de travail tenaient à la conjoncture jersiaise et guernesaise et non à la conjoncture canadienne. Les familles anglo-normandes qui se sont implantées l'ont fait sur la lancée de leurs compatriotes entrepreneurs. On peut penser que la disponibilité du crédit offert par les marchands et l'assurance qu'ils offraient d'écouler leur produit, sans parler des relations de parenté, constituaient des facteurs suffisamment sécurisants pour s'établir en Gaspésie. Nous connaissons mal le contexte socio-économique des Iles Jersey et Guernesey à l'époque, mais on peut imaginer que les simples pêcheurs qui émigraient n'avaient pas beaucoup d'autres choix et qu'ils ne le faisaient pas uniquement dans un esprit d'entreprise.

TABLEAU 1

Les premiers marchands en Gaspésie après 1760 d'après Charles Robin¹

<i>Nom</i>	<i>Date d'occupation</i>	<i>Localisation</i>	<i>Agent</i>	<i>Remarques</i>
Robin, Pilon & Cie	1766-1778	Paspébiac	Charles Robin	Charles remplacé par James & Philip en 1802
Charles Robin & Cie	1783-1884	Paspébiac	Charles Robin	
* Moore & Finlay	(1765)2-1769	Bonaventure	Rob. Quillin 1765 ⁴ W. Smith 1768	
* Alexander McKenzie	1762-1769	Bonaventure ³	William Mitchell ⁵ 1765	
* William Smith	1767-1784	Bonaventure	W. Smith, John Sholbred 1784	
* Halifax « Employ »	1767-1770	Bonaventure		Ancien « Employ » de W. Smith
* Quebec « Employ »	1783-1789	Bonaventure		
* Quebec « Employ »	-1776	Bonaventure		Navires de John Carry de Guernesey
* Jersey « Employ »	1783 ca	Bonaventure		
* Jersey « Employ »	1783 ca	Port Daniel & Miscou	Daniel Le Geyt Philip le Couteur	
* John Lee	1783 ca	Baie des Chaleurs		Intérêts londoniens
* Math. Stewart & Co	1783 ca	Baie des Chaleurs		
* John Rimphoff	1783 ca	Percé		"
* Hamond, Dumaesq & Co	1784 ca	Ile Bonaventure	Géo. Le Geyt	"
* « Employ »	1784 ca	Malbay	Peter Le Blanc Johnson	
* « Employ »	1784 ca	Pte St-Pierre	Ed. Square	

TABLEAU 1 – (suite)

Nom	Date d'occupation	Localisation	Agent	Remarques
* « Employ » Daniel McPherson	1784 <i>ca</i> 17847	Pte St-Pierre Pte St-Pierre Malbay Douglastown	John le Montais	Toujours présent 1820
* Guernesey « Employ »	1784 <i>ca</i>	Baie de Gaspé	Thomas Lemesurier	
* Jersey « Employ »	1790 <i>ca</i>	Baie de Gaspé		a remplacé le précédent

* Faillite ou abandon des affaires avant 1800.

1 Extrait de A.C. Saunders, *Jersey in the 18th and 19th centuries*. Cette liste de Robin semble avoir été dressée vers 1790 puisqu'il ne fait pas mention de l'établissement de François & Philip Janvrin dans la Baie de Gaspé vers 1792. L'appellation de marchand implique ici la propriété d'un grand établissement de pêche, un « Employ » comme l'écrit Robin lui-même. Dans son texte, Robin parle aussi de quelques autres dont l'établissement sans doute éphémère ne méritait pas mention. Nous avons repéré quelques autres entreprises.

* Benjamin Price et Wm Knutton (Gaspé 1765).

* McCord, Gililind et O'Hara (Gaspé 1765).

* H. Montgomerie (Douglastown 1764).

* P.H. Payne (Penouille 1761-1765); et bien sûr la compagnie Janvrin (Grande-Grave 1792), elle durera jusqu'en 1855.

On peut signaler aussi les établissements importants de N. Lemesurier et de H.P. Bonamy mentionnés dans la Baie de Gaspé au recensement Cox de 1777. Peut-être ont-ils été remplacés dans l'intervalle de 1778-1783 au moment où Robin s'absente de la Gaspésie à cause de la piraterie américaine.

2 Moore & Finlay apparaît au recensement de 1765. Sa présence remontait sans doute à quelques années.

3 D'après les « Gaspé claims » (RG1, L3L), McKenzie aurait aussi un établissement à Penouille dans la Baie de Gaspé.

4 Information provenant du recensement de 1765.

5 *Idem*.

6 Information tirée de T. Pye, *Images de la Gaspésie* 1980 (1866).

7 Information tirée des « Gaspé claims » RG1, L3L.

TABLEAU 2
Mobilité observée¹ des occupants de Rivière-au-Renard à Percé²
1760-1830³

	ARRIVÉES		Total	DÉPARTS*	Population totale ⁶
	Anciens ⁴	Nouveaux ⁵			
1760-1770			43	35	43
1770-1780	6	58	64	34	72
1780-1790	16	56	72	55	110
1790-1800	11	16	27	28	82 ⁷
1800-1810	7	7	14	5	68
1810-1820	31	80	111	75	174
1820-1830	49	133	182		281

* Calcul des départs : pop. tot. - arrivées = solde d'anciens; pop. totale précédente -- solde = départs.

1 « Observée » signifie que les chiffres inscrits reproduisent l'information disponible dans la documentation.

2 Incluant l'île Bonaventure.

3 Les dernières informations proviennent du recensement de 1825. Notre périodisation étant décennale, nous avons donc incl. cette date dans la décennie 1820-1830. L'utilisation du recensement de 1831 aurait sans doute modifié sensiblement nos chiffres mais vraisemblablement dans le sens de la tendance observée ici. Pour un aperçu de la mobilité qui se poursuit au XIXe siècle voir Lepage 1978, annexe 10.

4 « Anciens » signifie apport de la population déjà établie dans la décade précédente, i.e. l'accroissement des familles établies.

5 Individus dont le patronyme est mentionné pour la première fois.

6 Il s'agit des occupants de lots, et non de la population totale.

7 Pour les décades 1790-1800 et 1800-1810 la baisse est imputable au manque d'information pour Malbay, Percé et l'île Bonaventure (voir texte).

TABEAU 3
Localisation des occupants^{*1}

	1760-70 ²	1770-80	1780-90	1790-1800	1800-10	1810-20	1820-30 ⁶
Riv.-au-Renard		1	1	2	2	8	9
Anse-au-Griffon							
Cap-des-Rosiers			1	2	1	4	9
Grande-Grève et environs	4	3	6	15	19	34	55
Gaspé et environs	37	223	13	9	9	55	40
New Haldimand			1	4	4	20 ⁵	13
Douglastown		1	5	10	16	27	26
Pte St-Pierre	2	2	2	2	2	6	9
Malbay ⁴ et environs		3	2	3	2	12	46
Percé et environs		37	70	22	1	12	56
Ile Bonaventure		4	9	5	1	9	19

* Le total des occupants pour chaque période peut différer du tableau 2 parce que certains individus occupent ou réclament des lots à plus d'un endroit.

1 Nous avons utilisé la répartition territoriale du recensement de 1825.

2 Le recensement de 1765 répartit la population en deux paroisses, Bonaventure et Gaspé, c'est pourquoi la plupart des occupants sont inscrits à Gaspé. Il en va de même pour 12 demandes de concessions non localisées provenant de soldats licenciés. En 1765, la « paroisse » de Gaspé comptait 25 occupants.

3 En 1777, Nicolas Cox localise 22 occupants à « Gaspé within the Capes » ce qui incluait Gaspé et la rive nord de la baie, c'est-à-dire de Penouille à Gaspé.

4 Manque d'information sur Malbay, Percé et l'Ile Bonaventure entre 1790 et 1820.

5 Sandy Beach est inclu avec 10 occupants.

6 Chiffres du recensement de 1825.

TABLEAU 4
Enracinement des familles¹ (1760-1820)
de Rivière-au-Renard à Percé

	<i>av. 1770</i>	<i>av. 1780</i>	<i>av. 1790</i>	<i>av. 1800</i>	<i>av. 1810</i>	<i>av. 1820</i>
Nombre de familles	13	27	36	48	48	50
Familles toujours présentes en 1820	11	19	28	40	40	41

¹ Il s'agit ici des familles patronymiques, c'est-à-dire des lignées.

Le choix d'un site de pêcherie était lié à la capacité de mobiliser et d'entretenir un certain nombre de pêcheurs. Les grands espaces de grave comme ceux de Grande-Grave et de Percé ne pouvaient être pleinement utilisés que par des entreprises capables de les exploiter. Inversement, les grandes entreprises à gros capitaux avaient besoin d'espaces appropriés à leurs moyens. Il est probable que les pêcheurs établis avec leurs familles ont d'abord été des engagés saisonniers sur une des graves de gros entrepreneurs. Plusieurs patronymes dans les recensements de 1777 et 1784 pour Percé se retrouvaient ensuite implantés ailleurs dans la région. L'activité intense de production sur les grandes graves devait constituer une base d'implantation sûre et le peuplement se distribua à proximité de ces centres d'activités (Lepage 1978: 66 et s.). Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, à un moment où les zones côtières étaient pratiquement toutes peuplées, les graves des compagnies demeuraient des centres de production importants. Une main-d'œuvre saisonnière y était toujours employée et en début et en fin de saison on y voyait aussi travailler des pêcheurs et des travailleurs locaux. Ces établissements ont toujours dû servir de modèle d'organisation du travail et de qualité du produit, et ils ont toujours été des centres d'approvisionnement.

En parlant du secteur de la Baie de Gaspé, Charles Robin après avoir mentionné un nombre important de faillites d'établissements de pêche écrivait vers 1800 :

Il est évident que s'il n'y a pas de compétition en ce moment c'est parce que l'endroit est pauvre; si tous ceux qui y ont tenté leur fortune avaient réussi, ou même la moitié d'entre eux, cela aurait suscité un certain nombre d'aventures, ce qui n'est pas et ne saurait être le cas.

Saunders 1930: 214 (notre traduction)

TABLEAU 5
Clientèle de la compagnie Janvrin en 1798¹

	Total des clients		Clients ² saisonniers		Clients ³ établis		Clients établis ⁴ avant 1798		Clients nouvellement établis ⁵	
	ind.	patr.	ind.	patr.	ind.	patr.	ind.	patr.	ind.	patr.
Chiffres absolus	192	150	1146	94	78	54	54	36	24	18
Pourcentage %	100	100	59	62	40	36	28	24	12	12

¹ La compagnie Janvrin est établie alors à Percé (178) et à Grande-Grave (1792) dans la Baie de Gaspé. Elle possède aussi quais, entrepôts et habitation dans le bassin de Gaspé (1789).

² Il s'agit de clients dont on ne retrouve le nom que dans cette liste. On ne les retrouve dans aucune autre liste avant ou après cette date. Il s'agit en fait d'engagés saisonniers, de capitaines de goélettes et d'artisans.

³ Clients dont on retrouve le nom dans des listes antérieures ou postérieures à 1798.

⁴ Clients dont on retrouve le nom ou le patronyme dans une liste antérieure à 1798.

⁵ Clients dont on retrouve le nom ou le patronyme dans une liste postérieure à 1798.

⁶ Ici l'écart entre individus et patronymes provient du fait qu'on retrouve 15 couples de frères, 2 cas de 3 frères et 1 de 4 frères.

TABLEAU 6

Insertion locale de la compagnie Janvrin en 1798

	<i>Pêcheurs¹ établis en 1798</i>		<i>Pêcheurs clients établis en 1798</i>		<i>Pêcheurs non-clients établis en 1798</i>	
	<i>indi- vidus</i>	<i>patro- nymes</i>	<i>indi- vidus</i>	<i>patro- nymes</i>	<i>indi- vidus</i>	<i>patro- nymes</i>
Nombre de pêcheurs	90	66	78	54	12	12
Pourcentage %	100	100	86	81	13	18

¹ Incluant ceux dont c'est la première mention dans nos listes mais qui se trouvent dans des listes postérieures. Ces clients ont pu donc s'établir quelques années avant 1798.

On peut se demander sur quelles bases pouvait s'exercer la compétition à une époque où le peuplement était très lent. Si les premiers entrepreneurs employaient principalement une main-d'œuvre saisonnière extérieure, la compétition ne pouvait alors se déployer pour obtenir les meilleurs producteurs locaux. Donc pas de possibilité de ce côté (en Gaspésie du moins) tant que le territoire n'était pas peuplé. Là où elle a dû être forte c'est au niveau du contrôle des graves. La préséance allait à celui qui s'y établissait le premier ou qui obtenait une concession. Compte-tenu des lois régissant les pêches, le meilleur moyen était d'occuper le territoire ou de le faire occuper par des producteurs liés aux entrepreneurs. Le contrôle sur l'espace s'obtenait alors par le contrôle sur le producteur. Ce fut là sans doute une préoccupation majeure des entrepreneurs qui ont dû fortement inciter leurs meilleurs producteurs saisonniers à s'établir avec leurs familles.

Le contrôle sur les hommes qui occupaient les espaces où la productivité était meilleure, s'établissait par le système de crédit. Ainsi lorsqu'une compagnie changeait de mains, on ne vendait pas seulement les installations physiques mais on transigeait également la clientèle. Le nouveau propriétaire acquérait les bâtiments et les bateaux mais aussi les hypothèques, les obligations, les comptes. En plus des ventes d'établissements, plusieurs transactions entre marchands portaient sur des transferts d'hypothèques ou autres échanges du genre. On s'échangeait donc sous diverses formes des moyens de contrôle sur les producteurs. La richesse d'un marchand reposait sur un capital constant représentant la valeur de ses propriétés (magasin, grave, entrepôt, bateaux) et sur un capital circulant, en continu mouvement par le processus d'achat et de vente d'établissements de pêche. On distinguait donc deux formes de propriété : la propriété reliée à la production, c'est-à-dire les établissements de pêche directement gérés par les compagnies, et la

propriété comme richesse accumulée en fonction du pouvoir du marchand comme créateur des producteurs. En réalité, ces deux types de propriété concourraient au même but, le contrôle de la production. La propriété d'un vaste établissement de pêche permettait un contrôle direct de la production par l'engagement de pêcheurs et travailleurs salariés ou à la part. La propriété continuellement renouvelée d'autres établissements de pêche indépendants permettait de contrôler indirectement la production extérieure à l'établissement en vendant ces établissements à des « bons producteurs » à qui on faisait bien entendu crédit. En terme de pouvoir, ces deux types de propriété étaient difficilement séparables car ils représentaient l'aspect constant et l'aspect (circulant) variable du même capital. L'importance relative de chacun était différente toutefois selon l'époque. Au début de l'implantation, tant et aussi longtemps qu'il y avait des espaces à acquérir par concession ou autrement, le capital des entrepreneurs servait à acquérir des graves, à y installer des équipements et à y ériger des bâtiments et habitations pour les pêcheurs. Les investissements des premiers marchands anglais ont dû comporter certains risques à court terme étant donné surtout leur mal à recruter de la main-d'œuvre pour leurs établissements. Dans ce contexte, ils ne pouvaient augmenter leur capital que par la vente du poisson produit par leurs engagés saisonniers. Les variations écologiques et la disponibilité de main-d'œuvre les affectaient directement. Le fait en plus qu'ils disposaient d'une main-d'œuvre strictement saisonnière bloquait toute possibilité d'accroître leur capital par la vente de marchandises pour l'entretien annuel de leurs pêcheurs. Sans population installée annuellement sur le territoire, pas de possibilité d'accumuler du capital par ce moyen.

Quand un noyau de peuplement s'installe sur les principaux sites disponibles, les besoins en approvisionnement de cette population ouvraient donc une autre possibilité pour le capital de s'accumuler, grâce à une plus grande circulation de marchandises. S'il y avait une limite à l'acquisition de graves à cause de leur rareté et de la limite de capital à investir en valeur constante et variable pour un seul entrepreneur, le peuplement constant du secteur repoussait ces limites par une autre forme d'appropriation qui permit à plus ou moins long terme la mise en marche du système de crédit. De la course aux graves on pouvait passer à la course aux clients. Cette course s'amorça au XIX^e siècle pour atteindre un rythme sans précédent dans les années 1860, les pratiques concurrentielles devenant de plus en plus dures et sournoises entre les compagnies.

Si les espaces de grave étaient disputés parmi les entrepreneurs, on peut penser que la pression fût forte également chez les pêcheurs occupant les lots compris dans la zone d'influence d'une compagnie. On peut penser que la productivité des grands établissements de pêche devait servir à mesurer celle des graves des pêcheurs. Le premier facteur garant d'une productivité acceptable chez un pêcheur devait être la présence de nombreux enfants et surtout d'enfants mâles. Le pêcheur installé sur une grave isolée devait compter sur une force de travail qualifiée pour établir une division du

travail qui réponde à une productivité acceptable pour la compagnie qui fournissait des avances. Pour un pêcheur sans fils, à moins qu'il puisse disposer de capitaux suffisants pour mobiliser une main-d'œuvre, le mieux qu'il pouvait espérer était de faire une vie de pêcheur en s'associant à d'autres. Pour lui, l'accès à la position d'entrepreneur restait un rêve. Les premiers entrepreneurs établis dans la Baie de Gaspé peu avant 1777, les Lemesurier et les Bonamy, étaient des chefs de grosses familles et on retrouvait souvent par la suite deux frères ou plusieurs frères qui s'établissaient ensemble. Le chef de famille pouvait alors superviser le travail de ses fils qui pouvaient assumer chacun une spécialité dans les opérations de transformation (trancheur, saleur, etc.). La présence de fils qualifiés permettait de s'adjoindre des équipes de saisonniers et d'espérer des niveaux de production tout à fait compétitifs chez les producteurs. Une absence de capitaux importants pouvait être ainsi compensée par le capital humain des familles. À côté d'un producteur isolé qui cherche à se marier pour s'établir, une famille déjà constituée avec plusieurs fils capables de travailler était avantagée.

Une concentration de la propriété foncière entre les mains de quelques individus et entreprises n'était pas basée uniquement sur la simple propriété des graves, mais elle s'accompagnait nécessairement d'une capacité financière pour alimenter en moyens de produire et en moyens de subsistance les producteurs occupant les lots. Les documents fonciers de la Gaspésie font état de quantités de lots de pêcheurs hypothéqués par les compagnies de pêche. Le phénomène prit de telles proportions qu'un observateur de passage, en 1820 au moment où la commission Taschereau s'employait à octroyer les lots réclamés par les Gaspésiens, s'inquiétait des répercussions pour les pêcheurs de l'attribution officielle de leurs lots :

Si on accordait aux habitants les terres demandées, en peu de temps, les deux-tiers de ce district seraient possédés par quelques individus étrangers.

Von Iffland 1969: 23

et il expliquait que le « monopole » de la compagnie Janvrin sur le commerce, créait l'endettement généralisé des pêcheurs pour une valeur supérieure à celle de leurs terres et de leurs pêcheries, rendait la propriété foncière très précaire. On peut constater aux tableaux 5 et 6 que la majorité des résidents de la Baie de Gaspé et de Percé étaient clients de la compagnie Janvrin.

Le crédit et ses corollaires, l'endettement et l'hypothèque, favorisaient donc la concentration foncière. Le droit sur la propriété ou plutôt la menace d'expropriation était plus importante que la simple réalisation de la propriété. Il n'était absolument pas avantageux pour une compagnie de « faire le plein » à un moment donné de ces propriétés sur lesquelles elle avait des droits en tout temps. La réalisation de la propriété ne se faisait que dans le cas du remplacement d'un producteur moins rentable par un autre qui

l'était plus. On peut dire que la fidélité des producteurs aux compagnies avait un caractère « obligé », mais que le pouvoir qui en résultait pour les compagnies reposait également sur leur capacité à fournir et avancer aux producteurs. Quand ce pouvoir s'érodait à cause de facteurs financiers extérieurs, les producteurs en profitaient comme ce fut le cas lorsque la compagnie Fruing, qui succéda à la compagnie Janvrin à Grande-Grave en 1855, dût liquider ses affaires au début du XXe siècle. Ce fut le seul moment où l'on vit des ventes massives de propriétés aux pêcheurs de la part d'une compagnie (Savoie 1978).

En Gaspésie, la concentration foncière ne limitait pas nécessairement l'accès à la propriété pour les pêcheurs et n'en faisait pas nécessairement des salariés. Le problème du pêcheur n'était pas d'accéder à la propriété mais de la conserver. Les chances de maintenir son « établissement » étaient conditionnelles à sa « qualification » de producteur, de client et de procréateur. Pour les compagnies, le contrôle foncier n'avait de sens que s'il était accompagné d'un contrôle sur les producteurs. La croissance et l'expansion territoriale des compagnies étaient donc nécessairement liées à la croissance démographique.

À partir d'un mode d'exploitation des pêcheries basé au XVIIIe siècle sur une main-d'œuvre saisonnière, le contrôle et la visée monopoliste des compagnies a créé un mode particulier d'appropriation du territoire entraînant le peuplement permanent d'une région.

☐ Mobilité des occupants

Le processus de qualification décrit plus haut fut sans doute plus dur qu'on l'imagine. Pendant les premières 70 années d'immigration dans le secteur que j'ai retenu, plus de 40 % des familles entrées en Gaspésie en sont sorties (tableau 2). Le phénomène paraît encore plus spectaculaire quand on considère le rythme des arrivées et des départs. Le taux que j'obtiens est basé sur une évaluation à chaque décennie. Plusieurs familles ne restaient pas plus de dix ans sur le territoire. Une telle mobilité, ne pouvait pas résulter d'un simple esprit d'aventure (comme le voyait par exemple Charles Robin) qui aurait porté les immigrants à tenter une expérience en Gaspésie pour ensuite en tenter une autre ailleurs, elle devait être plutôt liée aux aspects répulsifs du type particulier d'exploitation des pêcheries gaspésiennes à l'époque.

Les chercheurs qui s'intéressent aux débuts de la période anglaise en Gaspésie ont tous observé ce phénomène de dépopulation (D. Lee 1975 et McDougall 1979) ou de mobilité (Lepage 1978, Savoie 1978) particulièrement à la fin du XVIIIe siècle. Les premiers appuient leurs dires sur l'acte de Québec de 1774 qui aurait découragé « l'entreprise », sur les raids des pirates américains, particulièrement pendant la guerre d'Indépendance à

partir de 1776, qui ont fait effectivement beaucoup de tort dans la Baie des Chaleurs surtout, et sur les perturbations du marché et l'insécurité des mers causées par les conflits entre puissances européennes (France vs Angleterre à partir de 1793 et France et Espagne vs Angleterre à partir de 1796). Ces facteurs ont effectivement eu des effets négatifs sur la mise en place et l'évolution des pêcheries gaspésiennes, mais d'autres facteurs externes comme les guerres napoléoniennes à partir de 1803, auront des effets positifs, la guerre ayant créé une situation de rareté en Europe et fait monter le prix de la morue (Lee 1975: 125). Lee a montré que ces événements externes avaient un effet principalement sur la disponibilité de main-d'œuvre européenne et sur les « trade patterns » des marchands (*ibid.*: 114). Charles Robin obvia à la première contrainte en introduisant la main-d'œuvre canadienne-française dans ses postes, et à la deuxième en changeant de marché ou en passant par les États-Unis pour finalement atteindre un marché fermé aux navires britanniques (*ibid.*: 113-115).

Savoie (1978) et Lepage (1978) ont pu documenter quelques cas intéressants de mobilité et le dernier lie ce mouvement à des facteurs propres au mode d'exploitation des pêcheries et au contexte marchand :

La flexibilité des échanges marchands et les aléas de la fortune personnelle (vers 1820, nombre de marchands de Québec font faillite, ce qui a dû avoir des répercussions importantes sur le commerce côtier de la Gaspésie), comme la capacité de mettre rapidement sur pied les éléments d'un établissement de pêche, compte-tenu du faible investissement initial par rapport au volume de valeur économique en circulation (les investissements en capital constant, outils, bâtiments, etc..., sont relativement faibles par rapport à ceux en capital variable, salaires, crédit) ont eu pour effet d'entretenir la mobilité des commerçants et entrepreneurs suivant les opportunités et contingences économiques locales.

Lepage 1978: 23

et il va plus loin en émettant une hypothèse que j'ai voulu explorer ici :

Dans la mesure où le marché de la terre est soumis à l'évolution des rapports mercantiles, prenant la pêche pour support, la propriété généralisée du sol ne pouvait que signifier d'une part la fermeture du territoire au peuplement libre, d'autre part, l'appropriation privée à long terme d'une partie importante du territoire par les quelques entreprises les plus importantes.

Lepage 1978: 25

Voilà qui tend à spécifier un peu plus les tracasseries internes dont parlait Innis et que nous avons voulu mesurer ici. Notre perspective ne considère pas ce qui freine ou accélère de l'extérieur un mode d'exploitation — la part importante du contexte politique et militaire — mais ce qui se passe effectivement à l'intérieur dès qu'il est permis au système de fonctionner normalement.

La mobilité s'observe à quatre niveaux : premièrement, elle affecte les grandes entreprises (compagnies) de pêche; deuxièmement, les entrepreneurs (maîtres de grave) propriétaires de « fishing rooms »; troisièmement, les simples pêcheurs occupant des « fishing lots » et, quatrièmement, les engagés saisonniers qui sont mobiles par définition. On peut observer que ces niveaux se distribuaient de manière hiérarchique sur la base de deux rapports de production : le système de crédit et le salariat. Le crédit était fourni sous forme d'avances aux maîtres de grave qui le redistribuaient en avances ou en salaires à leurs engagés; ces derniers, presque toujours salariés, constituaient la presque totalité de la force de travail des grands établissements des compagnies, et une partie de celle des établissements des maîtres de grave. Jusqu'à ce que le peuplement fournisse une force de travail suffisante, l'apport des engagés « migrants » représentait le facteur principal d'accroissement de la productivité.

Avant l'implantation de la compagnie Janvrin par exemple, une structure de production basée sur des maîtres-pêcheurs (petits entrepreneurs) et leurs engagés saisonniers aurait existé en association avec des marchands de Québec¹⁶. Mais après 1783, une fois que l'Atlantique devint plus sûr pour les armateurs jersiais, cette structure a été englobée par les grosses compagnies. La reprise des conflits européens dix ans plus tard a perturbé à nouveau les « trade patterns » comme semble l'attester la correspondance de la compagnie Robin qui privilégiait encore l'approvisionnement via Québec vers 1800 (Lepage 1978: 15-16).

La croissance rapide des occupants à partir de 1800 (voir tableau 2) peut donc être attribuée aux nouvelles conditions de navigation de l'Atlantique laissant plus de liberté de mouvement aux grandes entreprises et à la main-d'œuvre qu'elles importaient. À partir du moment où les compagnies, comme celle des frères Janvrin, ont joui de plus de sécurité pour leur transport maritime, leur insertion dans la Baie de Gaspé a dû être assez rapide.

▣ Insertion locale de la compagnie Janvrin

La compilation systématique des mentions d'individus de 1760 à 1830 nous a permis de faire l'évaluation de la liste des clients de la compagnie

¹⁶ Lepage (1978: 21-22) cite le cas de Peter Brehaut, important marchand de Québec qui approvisionne des graves de la Baie de Gaspé vers 1810. On remarque également dans les *Shipping Registers* que les parts d'une goélette sont réparties entre un marchand de Québec et un résident de Gaspé, et on observe régulièrement des reprises de goélettes par le marchand de Québec seul, après quelques années d'association.

Janvrin en 1798. Il s'agissait de connaître la composition de cette clientèle et jusqu'à quel point elle intégrait la population de pêcheurs établis dans notre secteur à la même époque. Mon évaluation n'est basée que sur la liste des clients et non pas sur le contenu de leur compte. La comparaison de cette liste avec celle disponible dans d'autres sources pour la même date nous informe sur la proportion de pêcheurs établis et clients de la compagnie Janvrin, mais sans nous dire le degré d'engagement et/ou d'endettement du client vis-à-vis de la compagnie. Il s'agit là d'un tout autre problème sur lequel je me suis penché dans le cadre de l'étude de la clientèle de *William Hyman and Sons* de Grande-Grave plus tard au milieu du XIX^e siècle¹⁷. Je me contenterai ici d'émettre une hypothèse : un pêcheur établi qui obtient des avances de la compagnie Janvrin a une certaine « obligation » envers la compagnie, et une forte majorité de pêcheurs transigeant avec la compagnie signifie une forte insertion sociale de la compagnie.

La lecture du tableau 5 informe sur la composition de la clientèle suivant le critère de résidence des clients. Les clients saisonniers comptent pour la majorité avec 59%, tandis que les clients locaux établis comptent pour 40%. Nous avons séparé cette dernière catégorie en clients déjà établis en 1798 et ceux qui s'établissent à partir de cette date, pour tenter d'évaluer le phénomène d'incitation à s'établir que pouvait susciter le fait d'avoir été un pêcheur ou engagé saisonnier de la compagnie. Cette évaluation doit être prudente puisque les individus qui apparaissent pour la première fois en 1798 ont très bien pu s'établir quelques années seulement auparavant sans qu'on puisse en trouver de traces ailleurs. Le tableau 6 apprend que 86% des pêcheurs établis localement en 1798 étaient clients de la compagnie Janvrin. Dès avant 1800, la compagnie Janvrin aurait donc été très bien implantée et le monopole de cette compagnie paraissait menaçant pour le Dr Von Iffland 20 ans plus tard, à l'époque de la commission Taschereau, parce que la compagnie était insérée depuis plus de 20 ans.

Compte-tenu de la forte mobilité observée à Percé, il est possible que le nombre de clients saisonniers ait pu être surévalué si de nouveaux pêcheurs s'y étaient établis depuis peu (avant 1798). Si on compare strictement la liste de clients Janvrin avec le recensement de Percé et de l'Île Bonaventure de 1784, soit 14 ans plus tôt, on obtient 13 individus sur 51, soit 25% qui sont toujours clients en 1798. La mobilité en 14 ans laisse croire que si on avait disposé d'une autre liste pour Percé en 1798, la proportion des résidents clients de Janvrin aurait sans doute doublé.

À Percé, la compagnie Janvrin n'est pas seule à l'époque, il y a aussi la compagnie Robin. La liste des clients de Robin en 1788 fait penser que cette compagnie s'accapare autant de clients que Janvrin dans cette localité. En effet, 21% des résidents de 1784 sont clients de Robin en 1788, soit

¹⁷ Thèse en cours, Anthropologie, Université Laval.

4 ans après le recensement. Il est difficile de savoir si la compagnie Janvrin était déjà implantée à Percé en 1788. Nous savons par ailleurs, par le biais d'une réclamation, qu'elle occupait un lot au bassin de Gaspé depuis 1789. Si, comme l'atteste plus tard sa réclamation de 1819, elle y possédait déjà un quai en 1789, on peut penser que ses activités précédaient de quelques années et indiquaient sa présence à Percé en 1788 aux côtés de la compagnie Robin.

☐ L'enracinement des familles

Dans l'évaluation de l'enracinement des familles, j'ai pris pour acquis que les individus de même patronyme étaient tous de la même lignée. Je n'ai pas de généalogies complètes mais quelques vérifications permettent de démontrer mon hypothèse. Si on excepte les 94 patronymes qui comprennent les 114 clients présumés saisonniers de la compagnie Janvrin, le total des patronymes référant à des individus ou familles ayant circulé et résidé dans le secteur compris entre Rivière-au-Renard et Percé entre 1760 et 1820 s'établit à 217. Parmi ces patronymes, on en compte 50 qui réfèrent à plus d'un individu pour le même patronyme pendant cette période. En d'autres mots, 23% (50/217) des patronymes mentionnés pendant cette période réfèrent à des individus qui font partie d'une lignée. Tous les autres patronymes, soit 167, réfèrent à des individus sans descendance établie. Cela ne signifie pas que 167 individus s'étaient établis sans leurs familles. Au contraire, le recensement de 1777 montre que des familles complètes s'établissent. Cela veut dire simplement que la descendance de ces individus n'est pas établie. C'est donc dire qu'ils sont repartis avec leur famille. Le tableau 4 reproduit le degré d'enracinement des familles établies. On voit que parmi les 50 lignées établies pendant cette période, 41 sont toujours présentes en 1820 et que 40 étaient déjà établies avant 1800. Ces chiffres semblent attester un phénomène de concentration foncière entre les mains d'une minorité.

L'établissement d'une descendance était nécessairement lié à la propriété de lots suffisants pour s'établir. Une famille qui n'était pas propriétaire du lot qu'elle occupait avait sans doute moins de chances de s'établir qu'une famille plus ancienne disposant de concessions depuis longtemps. Cependant, même parmi les lignées établies pendant plus de 10 ou 20 ans, une certaine mobilité est apparente. Il faudrait pouvoir étudier de plus près chacun des cas car la disparition d'une lignée peut être due à des facteurs démographiques, tel l'absence de fils à la naissance pendant une génération. Je ne suis pas en mesure actuellement de bien évaluer le rapport entre facteurs démographiques, facteurs fonciers et facteurs économiques (le contrôle des marchands). Il paraît cependant de plus en plus évident que l'évolution du peuplement en Gaspésie au XIX^e siècle ne peut être comprise que par la mise en relation de ces facteurs.

▣ Conclusion

La prise en charge du territoire maritime de la Gaspésie par les capitalistes marchands jersiais a contribué à inclure cette région dans une zone économique distincte de celle de l'entité politique à laquelle elle appartenait. En raison du caractère spécialisé de sa production et de son insertion au grand commerce atlantique, la Gaspésie était plus proche de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Écosse qu'elle ne l'était de Québec. Au-delà des problèmes de communication avec l'intérieur du pays, c'est d'abord son activité économique qui « isolait » la Gaspésie du reste du Québec. L'éloignement géographique de Québec était doublé d'un éloignement social et économique qui ne pouvait que nuire à la compréhension qu'on avait à Québec de cette région maritime. Le capital marchand a conditionné l'évolution démographique, sociale et économique de la Gaspésie pendant 150 ans et créé une situation de dépendance dont les Gaspésiens tentent encore de se départir. Le XIXe siècle gaspésien révèle à quel point le capital marchand n'était pas porteur de développement régional. Les communautés formées à la faveur du mouvement de ce capital au XIXe siècle n'ont fait que s'éroder au XXe siècle dans l'attente d'une intervention étatique venue trop tard qui n'a pu enrayer une émigration massive de Gaspésiens vers les villes.

BIBLIOGRAPHIE

CANADA. Archives publiques

MG21, 862, 1774-86, Mic. A. 773. Haldimand papers (recensement N. Cox, 1777).

MG8, F25, vol. 3 (1807-1819). (Cour provinciale de Douglastown).

MG23, GIII, 15. Janvrin Journal 1798-99.

MG28, III, 18, vol. 289. Percé and Island of Bonaventure — list of fishing lots, 1784.

RG1, L3L, vols 29-164. « Gaspé land claims » (1760-1819).

RG12, A, 1, vol. 183-195. Shipping Registers (Port de Québec 1787-1850).

Robin Jones and Whitman Ltd Papers, *Pasbebiac Letter books* 1790-1834, Mic. M-903.

Census Return 1825, Mic. C-718. Gaspé County, fol. 2194 et s.

DOBB M.

1979 *Études sur le développement du capitalisme*. Paris: François Maspéro.

GAZETTE DE QUÉBEC

(Réclamations de terres dans le district inférieur de Gaspé), 17 février 1820, 12 juin 1823.

INNIS H.A.

1978 *The cod fisheries, the history of an international economy*. Toronto: University of Toronto Press.

- LEE D.
1975 *Gaspé 1760-1867*. Ottawa: Lieux historiques nationaux (manuscrit).
- LEPAGE A.
1978 *Histoire de la population et du peuplement de la péninsule de Forillon*. Québec: Service de recherche historique, Parcs Canada.
- MARX K.
1976 *Le Capital*. Paris: Éditions Sociales.
- McDOUGALL D.J.
1979 « The shipbuilders, whalers and master mariners of Gaspé Bay in the nineteenth century », in *The Enterprising Canadian : Entrepreneurs and Economic development in eastern Canada 1820-1914*. St-John: Memorial University, Maritime History group.
- RAPPORT DE L'ARCHIVISTE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC
Vol. 17, 1936-37, pp. 113-116. Recensement de la Baye des Chaleurs, Bonaventure et Gaspé (1765).
- ROY C.E., et Lucien Brault
1934 *Gaspé depuis Cartier*. Québec: Au moulin des lettres.
- SAMSON R.
1977 *La pêche à Grande-Grave au début du XXe siècle*. Ottawa: Direction des lieux et des parcs historiques nationaux, Travail inédit no 249.
1979 « Pêcheurs, compagnies et société à Forillon au XIXe siècle », Québec: Parcs Canada, *Bulletin de recherches* no 108.
- SAUNDERS A.C.
1930 *Jersey in the 18th and 19th centuries*. Jersey: J.T. Bigweed Ltd.
- SAVOIE T.
1978 *Historique des établissements de pêche et compagnies du secteur de Grande-Grave*. Québec: Service de recherche historique, Parcs Canada.
- STATUTS DE QUÉBEC
28 Geo III, ch. 6 (1788).
47 Geo III, ch. 12 (1807).
Québec, Bibliothèque de l'assemblée nationale.
- VON IFFLAND Dr
1969 « Aperçu d'un voyage dans le district de Gaspé pendant les mois de mai, juin, juillet et une partie d'août 1821 », *Revue d'histoire de la Gaspésie*, VII, 1.